

Note Information Sécurité Alimentaire - NISA

Situation alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest: l'urgence d'améliorer le fonctionnement des marchés de produits vivriers

Note 18 – Mars 2008

1. Des tensions toujours perceptibles sur les marchés de produits vivriers avec des conséquences sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette année, comme cela a été déjà mentionné dans la NISA du mois Février 2008 ([NISA 17](#)), le bon fonctionnement des marchés de produits vivriers demeurera un élément déterminant de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Parmi les faits marquants plaçant le marché au centre des enjeux, il y a :

- La faible production enregistrée dans les zones céréalière du Nord du Nigeria et du Ghana ;
- La baisse de la production céréalière tant dans les pays sahéliens que côtiers par rapport à l'année dernière. Le tableau 1 donne l'ampleur de cette baisse.

Tableau1 : Production céréalière brute en Afrique de l'Ouest

Pays / Régions	Campagne 2006-2007	Campagne 2007-2008	Écart
Pays CILSS	15 032 000	14 764 000	-2%
Pays côtiers (hors Libéria)	34 741 000	32 462 000	-7%
Pays ayant connus une baisse	Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Niger, Tchad, Sénégal, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria		

- L'effet cumulé des inondations et l'arrêt prématuré des pluies en fin d'hivernage a largement renforcé la rétention des stocks par les commerçants;
- La flambée des cours internationaux de produits agricoles a aussi affecté le marché ouest-africain de produits vivriers. Les pays les plus touchés sont les pays importateurs nets comme le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert ou la Mauritanie qui dépendent largement du marché international, notamment pour le blé et le riz.

Face à cette situation, certains pays ont pris des mesures visant à contenir la hausse des prix à travers la suppression de taxes et droits de douanes, la vente de vivres à prix modéré, etc. Cependant, ces mesures restent insuffisantes et n'ont apporté que des solutions locales, la tension sur les marchés demeurant perceptibles.

A l'exception du Burkina Faso et du Mali où l'on constate une relative stabilisation des prix au début du mois de mars 2008 en raison des actions entreprises par les pouvoirs publics et les ONG ; la situation d'ensemble indique une tendance à la hausse des prix. Au Niger par exemple, la concurrence entre commerçants nigériens et ghanéens sur les marchés pour s'approvisionner en céréales (mil, sorgho) et en niébé, semble favoriser une hausse importante des prix. Cette hausse est estimée 23% pour le sorgho à Tillabéri, à 20% pour le mil à Zinder et à 18% pour le maïs à Agadez.

Globalement, la situation actuelle comparée à celle de l'année dernière se présente comme suit :

- Dans le bassin Est (Niger, Nigeria, Tchad et Bénin), on constate un important déficit en céréales au Nord Nigeria en raison de la forte demande des industries agro-alimentaires (aliments pour bétail, brasserie). Les prix des céréales accusent une forte hausse qui commence à affecter l'accès aux aliments, particulièrement au Niger et au Nigeria ;
- Dans le bassin Centre (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo), les prix des céréales sèches restent globalement stables. Cependant, on observe des hausses significatives pour le riz importé ;
- Dans le bassin Ouest (Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal), on assiste à une hausse modérée des prix des céréales sèches mais de fortes hausses des prix des denrées importées. Pour ces pays, plus dépendants des importations de riz et de blé, les difficultés d'approvisionnement et d'accès menacent déjà la sécurité alimentaire des ménages les plus pauvres des zones enclavées.



En **conclusion**, au regard de ce contexte de marché, la situation demeure préoccupante dans certaines zones du Niger (Est et Nord), de la Gambie, de l'extrême Nord du Nigeria, du Nord-Est de la Guinée-Bissau, du Sud-Est de la Mauritanie, au Sénégal et au Cap-Vert. Les centres urbains et les zones structurellement déficitaires sont également affectés. De même, la situation nutritionnelle déjà préoccupante, notamment pour les enfants de moins de 5 ans, les femmes allaitantes et enceintes mérite plus de vigilance.

2. Améliorer la fluidité des marchés : l'urgence de réponses appropriées !

Même si une légère baisse de la production céréalière a été observée en 2007-08 par rapport à la campagne agricole 2006-2007, celle-ci intervient après deux années consécutives de bonne production, qui en principe, ont permis aux producteurs, aux commerçants et aux pouvoirs publics de certains pays de reconstituer leurs stocks. Même si le niveau des stocks n'est pas réellement bien connu, beaucoup d'acteurs du marché estiment que certains producteurs du Nigeria et les commerçants grossistes au Mali, Bénin, Nigeria, Burkina Faso, Niger détiennent d'importants stocks, qui une fois libérés, pourraient réduire significativement les tensions sur les marchés.

D'ores et déjà, l'action des pouvoirs publics notamment avec la vente de céréales à prix modérés, semble avoir eu des effets perceptibles même si ceux-ci demeurent localisés. Le Nigeria a par exemple pris la décision en mars 2008 de mettre sur le marché son stock de réserves céréalières stratégiques (vente à moitié prix par rapport au marché). Peut-on alors s'attendre à un effet plus généralisé de ces tendances locales d'amélioration de l'approvisionnement des marchés avec l'extension et le renforcement de ces mesures entreprises par les pouvoirs publics ? Comment assurer une meilleure coordination régionale de ces initiatives développées par les pays, de manière à avoir un impact sur les marchés au niveau régional ? La généralisation de telles mesures pourra-t-elle provoquer une libération des stocks, briser la logique de rétention des stocks et assurer ainsi un meilleur approvisionnement des marchés pendant la période de soudure ?

Pour le moment, rien n'est sûr. La réponse à ces questions dépendra de la disponibilité des stocks et de leur mise en marché dans la région ainsi que du contexte international. Or, il est fort probable que :

- Dans bon nombre de pays, les stocks institutionnels de vivres (stocks nationaux de sécurité alimentaire, stocks d'intervention...) et communautaires, bien que relativement importants en raison des deux campagnes agricoles consécutives de bonne production, ne seront pas en mesure de répondre aux effets

induits par l'augmentation des prix des céréales au niveau international.

- Le contexte international de hausse des prix demeure important en particulier pour certains pays qui dépendent fortement du marché international, notamment pour le riz et le blé. Une amélioration significative du marché régional à travers la libération des stocks de céréales aura un impact significatif.

3. Que peut-on recommander ?

Le maintien de la tension actuelle sur certains marchés et pour certaines denrées rend la situation alimentaire précaire – La situation pourrait s'amplifier si les actions en cours ou recommandées devaient manquer d'efficacité pour assurer un meilleur accès des populations vulnérables aux vivres, notamment pendant la période de soudure prochaine.



En rapport avec le marché, et plus précisément le rôle que devrait jouer les organisations économiques régionales, plusieurs recommandations avaient été faites lors de la 23^e réunion annuelle du RPCA en Novembre 2007 (voir : [RPCA Note Décideurs](#)). Ces mesures demeurent d'actualité et devraient se concrétiser. **L'heure est maintenant à l'action !**

Ainsi, au regard de tout ce qui précède, il apparaît primordial :

- a. D'avoir une concertation régionale au niveau décisionnel avec les organisations économiques régionales et les pays de l'Afrique de l'Ouest pour prendre des mesures et actions concrètes, notamment en ce qui concerne la synergie d'action pour faire face à la hausse des prix des produits vivriers.
- b. D'assurer la fluidité et la libre circulation des denrées alimentaires entre les zones déficitaires et excédentaires au niveau des pays mais aussi dans la sous région.
- c. De faciliter les importations de céréales et produits alimentaires pour assurer un meilleur approvisionnement des marchés et éviter toute spéculation.
- d. D'éviter la diffusion d'information globale et exagérément alarmiste sur l'imminence d'une crise alimentaire généralisée.
- e. De conduire des évaluations ciblées dans les zones les plus vulnérables pour déterminer des interventions plus appropriées aux populations vulnérables.
- f. De promouvoir des actions urgentes ciblées en réponse à la situation nutritionnelle, en particulier le renforcement des actions de prévention et de prise en charge des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes malnutries dans les zones les plus vulnérables.

»» Sources d'information

Cette note d'analyse du RPCA a été réalisée sur la base d'informations ou d'analyses fournies par différentes institutions spécialisées membres ou non du Réseau. Plus d'informations peuvent être obtenues sur leurs sites Web respectifs.

		 www.cilss.bf		
www.westafricaclub.org	www.fews.net	✉: amadou.konate@cilss.bf ☎: +226 50 37 41 25/33	www.fao.org	www.wfp.org
✉: sibirjean.zoundi@oecd.org ☎: +33 1 45 24 19 82	✉: ssow@fews.net ☎: +226 50 37 47 06	✉: moussa.cisse@cilss.bf ☎: +226 50 37 41 25/33	✉: henri.iosserand@fao.org ☎: +39 06 57 05 30 99	✉: mamadou.diouf@wfp.org ☎:
✉: leonidas.hitimana@oecd.org ☎: +33 1 45 24 17 98	✉: librahim@fews.net ☎: +227 96 97 70 11	✉: b.sidibe@aghrymet.ne ☎: +227 20 31 53 16		

Afrique Verte www.afriqueverte.org, Reliefweb: www.reliefweb.int/
 OCHA: www.humanitarianinfo.org & <http://ochaonline.un.org/>; SISA/CNSA: www.sisa.bf

»» Pour un meilleur accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Dans le but de favoriser l'accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région, en vue de la prise de décision pour l'action, le RPCA s'est doté d'un site Web. Pour vos questions en rapport avec la situation alimentaire et nutritionnelle, et notamment vos besoins en documents analytiques sur la question, ce site est désormais à votre disposition : www.food-security.net